

Commune de Soisy Sur Seine

Dans le cadre du GRAND DÉBAT NATIONAL

Soirée 3 :
« La transition écologique »
08/02/2019

- Organisateur : Jean-Baptiste ROUSSEAU (Maire de Soisy Sur Seine).
Agissant en qualité qu'animateur non intervenant.
- Présents : environ 150 personnes présentes

Préambule :

Vous trouverez dans les lignes qui suivent un *verbatim* des échanges et interventions relevés au cours de ce débat. Bien qu'effectuée dans un souci d'exactitude et de neutralité, cette retranscription ne saurait être exhaustive et pourra parfois, afin de faciliter la lecture, utiliser des termes légèrement différents de ceux prononcés. Si vous constatez que votre intervention n'a pas été correctement retranscrite, n'hésitez pas à nous contacter à l'adresse suivante : jedonnemonavis@soisysurseine.fr (objet : « Grand débat national », en précisant le débat concerné)

À noter :

- Les interventions des élus ou des membres des associations directement impliqués dans le débat sont précédées du titre de l'intervenant.
 - Chaque tiret signale un intervenant différent.
 - NDR signifie « Note Du Rédacteur »
-

Introduction (animateur) :

M. le Maire rappelle tout d'abord le cadre du débat ainsi que les engagements du Président de la République.

M. le Maire commente le diagnostic et indique qu'il y a trop de questions fermées. Il propose en remplacement 8 questions plus ouvertes.

Après discussion, la 7^e question sera reformulée sous la forme suivante : "A quoi les recettes liées à la fiscalité écologique doivent-elles servir ? "

Interventions du public :

? 1) Quels sont, aujourd'hui, pour vous, les problèmes concrets les plus importants dans le domaine de l'environnement ?

- Le problème le plus concret ce sont les écologistes !

- Hiérarchiser est difficile. L'écologie est la science de la maison : tout est prioritaire. Il y a un problème du lobbying et des intérêts privés dans la décision politique

- Problème : la disparition de la biodiversité (ensemble des espèces, des végétaux, écosystèmes) entraîne tout le reste. Prendre en compte la biodiversité c'est prendre en compte tout le reste.

- Nous avons une épée de Damoclès au-dessus de la tête : le retraitement des déchets nucléaires, leur localisation géographique, leur coût... Le problème est connu mais estompé la plupart du temps.

- Problème de la cohérence des politiques écologiques. Le diesel est responsable de la pollution de l'air mais le réchauffement climatique est dû au CO² (et donc aux moteurs essence).

- Le problème des déchets nucléaire est à mettre en perspective de la transition énergétique. Il n'est pas possible de fournir de l'énergie à 9 milliards d'êtres humains avec des panneaux solaires. Il faut considérer la filière de l'énergie thorium (sel fondu) : pas de risques, moins dangereux. Le gouvernement doit relancer la recherche fondamentale. *(NDR : l'intervenant invite à visionner le documentaire " la face gâchée du nucléaire" sur France3 Région et/ou sur Arte).*

- Il faut faire baisser les émissions de gaz à effet de serre.

- Il n'est pas possible de faire cela demain car cela implique les gouvernements et les pays. L'urgence est plutôt de gérer nos propres déchets : 350 kg/pers/an. Nous devons faire un meilleur tri, il y a beaucoup d'efforts à faire au quotidien.

- Même s'il y a une catastrophe, la vie continuera.

- Nous subissons les nuisances aériennes depuis 20 ans (pollution de l'air, survol de la forêt de Sénart...).

- Se rapporter au document du Ministère de la Transition Écologique qui marque un engagement jusqu'en 2028. Beaucoup de changements de cap des gouvernements au fil du temps, y compris avec la suppression d'aides accordées sur géothermie par exemple.
- Meilleur déchet : celui qu'on ne produit pas = il faut réfléchir en amont. Chacun doit agir, ne pas attendre.

- Pollution air/terre/mer : que faut-il favoriser ?

- La filière thorium n'a pas été développée en France car le nucléaire civil a été développé en parallèle du nucléaire militaire. Aujourd'hui, l'essence pollue plus que le diesel (particules fines).

- Pas de vision à long terme, qui ne change pas tous les ans. Il faut que les gouvernements aient une attitude responsable. Il faut stabiliser les stratégies à long terme.

- Sur les économies d'énergie personnelles et des collectivités (lumières allumées toute la nuit...). Il y a des économies à trouver.

- Le problème majeur est le CO². On parle des énergies fossiles mais ne pas oublier l'uranium.

- Les nuisances sonores créent des troubles et des maladies graves.

- Le problème est l'économique qui bloque le politique (Monsanto...). Il faut arrêter avec les lobbys (EDF, AREVA...)

- On réfléchit à de nouvelles énergies mais il faut d'abord réduire la consommation. C'est un point important au niveau citoyen. Les jeunes s'inscrivent dans cette démarche.

- L'État doit arrêter de subventionner les énergies fossiles et le budget doit aller vers la transition des entreprises et le développement. Nous avons une responsabilité au niveau de nos voyages en avion ; il faut les réduire.

- Transports du quotidien : le travail doit aller vers les habitations plutôt que le contraire. Il s'agit d'un enjeu sociétal. Quid du ferroutage pour limiter le nombre de camions (pollution, routes endommagées...)

- Le Président oppose les programmes pour l'environnement : développement de l'éolien contre le nucléaire. La France a l'électricité la moins chère d'Europe. On a investi 126 milliards d'euros pour financer l'éolien et le photovoltaïque. Cela représente 10 EPR. La PPE (*NDR : programmation pluriannuelle de l'énergie*) prévoit la construction de 18 000 éoliennes : quid de la pollution visuelle ? Pourquoi le gouvernement impose-t-il aux industriels la politique alors qu'il existe des agences compétentes pour faire les choix... Il faut mettre l'argent sur le solaire, les pompes à chaleur... là où l'on fait des économies.

- Les politiques et les élus doivent arrêter avec le "on ne peut pas changer". Reprendre l'exemple des lobbys (glyphosates).

- L'hydrogène est une source d'énergie peu utilisée.

- Il faut arrêter de raisonner en termes de PIB (*NDR : Produit Intérieur Brut*) mais plutôt sur la base d'un indice de bonheur intérieur brut (ou équivalent). Il faut donner de bonnes nouvelles...

- Il faut une volonté personnelle de changer les choses... Se déplacer à pied, à vélo... Limiter les camions (se souvenir des portiques et des bonnets rouges).
- Il faut limiter notre consommation de viande et l'élevage intensif.
- Il faut privilégier la solution des circuits courts. Il faut développer les forêts, interdire l'exportation du bois, ralentir les écoulements des eaux pluviales, protéger la biodiversité. Actuellement, il y a 28 % de zones boisées en France, il faut passer à 38 % pour équilibrer les gaz à effet de serre.
- Il faut mettre l'argent dans la recherche de technologies renouvelables. Privilégier l'éducation des enfants, les préparer aux bons réflexes. Travailler à la consigne des emballages. Poubelle avec 2 entrées mais 1 seul sac : absurde. L'État doit être moins hypocrite avec certaines industries, cimenteries par exemple. Il faut développer les pistes cyclables.
- Le lobby aérien fait son travail pour faire sauter la trêve nocturne. Un 3^e aéroport est en train de naître à Orly.
- Le développement du commerce par internet est synonyme de pollution et de consommation d'énergie. Il faut interdire la livraison à domicile des petits objets dans de grands cartons.
- Il faut encourager la baisse de la consommation. Développement durable : l'économie va dans le sens inverse de l'écologie. Moins et mieux consommer, mieux jeter...
- Les déplacements ferroviaires régionaux sont un problème.
- La seule solution inventée au niveau européen est le marché carbone. Il s'agit d'une fausse solution car elle ne fonctionne absolument pas. Il faut une réflexion et une exigence des citoyens pour que le contrôle du marché carbone échappe aux financiers.

? 3) Qu'est-ce qui pourrait inciter les Français à changer leurs comportements en faveur de l'environnement ?

- Arrêter de culpabiliser l'individu ; les politiques doivent prendre leurs responsabilités ; Le problème des déplacements domicile/travail est celui de l'aménagement du territoire. Il faut éviter de densifier et regrouper les activités au même endroit. Les sièges sociaux sont dispersés sur le territoire. il faut aussi désengorger l'IDF.
- C'est un souci de pédagogie : il y a un rapport négatif avec environnement. Il faut changer d'approche et de pédagogie autour de l'environnement.
- Les entreprises doivent agir (obsolescence programmée...).
- Qui sont les grands pollueurs ? citoyens ou ailleurs ? Il faudrait savoir...

- Cela ne concerne pas que les Français. Les politiques doivent montrer l'exemple (recul de l'État sur le nucléaire, glyphosate, GES (*NDR : gaz à effet de serre*)...).

- La TVA est la plus grosse ressource de l'État : il faut la baisser sur les produits écologiques et l'augmenter sur les produits moins vertueux.

? 4) Avez-vous pour vos déplacements quotidiens des solutions de mobilités alternatives à la voiture ? Si oui, lesquelles ?

- Quid de ceux qui habitent en campagne. Amener les services aux gens plutôt que les faire se déplacer.

- Il faut agir sur la densification.

- Il faut donner des aides pour le covoiturage, développer le transport collectif à la demande ; Quid des pistes cyclables au GPS.

- Les changements d'habitude sont faciles en ville mais quid en province ?

- L'individu doit assumer ses propres actions.

- La réponse au succès limité des circulations douces : manque de temps.

- Le télétravail encore mal vu en France : à favoriser.

- La dématérialisation va à l'encontre de la transition écologique.

? 5) Selon vous, comment doit être financée la transition écologique ?

- Comment basculer sur de nouvelles sources d'énergie : incitation, subventions en place actuellement.

- Les politiques sont faites sans examen préalable des conséquences.

- Les centres de stockage des données consomment et chauffent beaucoup ; ils sont décentralisés dans les pays froids.

- Si l'on décide de faire de l'écologie, il faut y mettre de l'argent.

- Il faut identifier les obstacles : individuels, collectifs... Ensuite, on peut les franchir.

- Taxe carbone : manque de visibilité. C'est une bonne chose mais mal utilisée. Il faut faire un effort sur la fiscalité sur l'environnement.

- Il existe déjà beaucoup de taxes. La région ou le département doivent gérer les taxes, surtout pas le gouvernement.

- La taxe carbone existe en France depuis 2014. Il faut la redistribuer à bon escient mais c'est un problème politique comme d'habitude. La taxe carbone est bonne si elle est payée par tous (avion...)

- Agriculture : l'État doit aider à la reconversion.

? 6) Pensez-vous que les taxes sur le diesel et sur l'essence peuvent permettre de modifier les comportements des utilisateurs ?

- Il faut taxer le kérosène car il s'agit essentiellement de voyages touristiques.

- L'État se paye sur dos des voitures essence (consommation supérieure par rapport au diesel).

- Non ! La seule conséquence est de diminuer le pouvoir d'achat des gens. Seule solution, créer des alternatives (vélos, transports en commun...).

- Il faut des systèmes très puissants pour grandes industries, les villes...

? 7) À quoi les recettes liées aux taxes sur le diesel et l'essence doivent-elles avant tout servir ?

- À financer le déploiement de nouvelles énergies comme le biométhane. Il n'existe pas de réseau de distribution en France.

- À financer la transition écologique. Mais l'argent n'est pas fléché. À quoi sert argent récolté ?

- Il y a une supercherie derrière les taxes essence/diesel puisqu'elles sont reversées dans un pot commun. C'est différent avec les redevances...

- Elles doivent servir à la recherche.

? 8) Que faudrait-il faire pour protéger la biodiversité et le climat tout en maintenant des activités agricoles et industrielles compétitives ?

- Le méthane est peu émetteur de GES.

- L'agriculture bio doit être développée. L'agriculture normale contribue à l'augmentation des GES et à l'appauvrissement des sols.

- Il faut lutter contre l'élevage extensif des bovins.

- OGM : débat identique au nucléaire. Il y a 2 types d'OGM : 1 plus productif et plus résistant : il se défend contre les insectes, donc pas besoin d'insecticide. Voir l'exemple de l'OGM anti Roundup...

- L'environnement est aussi une opportunité : il faut soutenir la recherche et l'innovation...

- Il faut mieux informer les consommateurs sur les produits.

? 9) Conclusion

- Initiative de Grand Paris Sud : le Défi économie énergie. GPS informe sur 100 astuces pour réduire ses dépenses et la consommation.

- Il y a un risque personnel si on va au bout de ses démarches. Les plus taxés sont les TPE ou les PME : il faut les aider davantage.

- Beaucoup d'idées sont réalisables avec de la volonté. Quoi qu'on fasse comme effort en France, les autres pays doivent participer aussi.